

Arrêté temporaire n° G/2023/184

**Portant autorisation de travaux voie SNCF
passage à niveau 352-353 –
Le Pontreau/Le Louare (CORDEMAIS)**

Monsieur Daniel GUILLE, Maire de la commune de
CORDEMAIS,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2213-1 et L.2213-2,

Vu le code de la route et notamment les articles R. 411-1, R.411-8, R. 417-10 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière et notamment le titre de la 1^o dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII,

Vu l'instruction interministérielle et notamment les articles livre 1, 4^{ème} partie, signalisation de prescription et livre 1, 8^{ème} partie, signalisation temporaire,

Considérant que SNCF RÉSEAU - Pont de l'arche de Mauves – 4400 NANTES et ses entreprises sous-traitantes doivent réaliser des travaux sur les passages à niveau 352 et 353.

Considérant que ces travaux sont nécessaires pour la sécurité des usagers,

Et qu'il incombe au maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité sur la voie publique, il est nécessaire d'appliquer les mesures citées dans le présent arrêté.

ARRÊTE

Article N°1 : La SNCF et ses entreprises sous-traitantes sont autorisées à effectuer des travaux sur la voie SNCF du 27/11/2023 à 22h00 au 01/12/2023 13h00.

Les dispositions suivantes s'appliquent,
la circulation de tous les véhicules est interdite :

- route du Louaré PN353 fermé et dévié par la Croix Morzel du lundi 27/11 à 22h jusqu'au vendredi 01/12 à 13h
- route du Pontreau PN352 fermé et dévié de 22h à 05h par la Croix Morzel les nuits du mercredi 29 au jeudi 30 novembre et du jeudi 30 novembre au vendredi 01 décembre.

Article N°2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par : Signalisation 44 – 9 rue du Coutelier – 44800 St HERBLAIN

Article N°3 : Ce présent arrêté, contenant des prescriptions d'exercices relatives au bruit, est dérogatoire aux dispositions générales relatives au bruit de voisinage du code de la santé publique et de l'arrêté préfectoral relatif à la lutte contre le bruit.

Article N°4 : Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux.

Article N°5 : Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. Le chantier pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.

Article N°6 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Nantes, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Cordemais, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification. Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Télérecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, le

demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

Article N°7 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Maire et Monsieur le Chef de Brigade de la Gendarmerie de Saint- Etienne de Montluc sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

COMMUNE DE CORDEMAIS, le 20/11/2023

Monsieur Daniel GUILLE, Maire de la commune de CORDEMAIS

 Monsieur le Maire,
Daniel GUILLE

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

